Florence ROCHEFORT, (dir.), *Le pouvoir du genre.
Laïcités et religions, 1905-2005*

Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. « Le temps du genre »,
2007, 275 p.

Céline Béraud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/21663>
DOI : 10.4000/assr.21663
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009
Pagination : 75-342
ISBN : 978-2-7132-2218-4
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Céline Béraud, « Florence ROCHEFORT, (dir.), *Le pouvoir du genre. Laïcités et religions, 1905-2005* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 148 | octobre-décembre 2009, document 148-116, mis en ligne le 27 janvier 2010, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/21663> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.21663>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Florence ROCHEFORT, (dir.), Le pouvoir du genre. Laïcités et religions, 1905-2005

Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. « Le temps du genre », 2007, 275 p.

Céline Béraud

RÉFÉRENCE

Florence ROCHEFORT, (dir.), Le pouvoir du genre. Laïcités et religions, 1905-2005, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. « Le temps du genre », 2007, 275 p.

- 1 Le centenaire de la loi de 1905 a donné lieu à de nombreux colloques, dont un seul a été consacré au genre. Par-delà la diversité des contextes (historiques et locaux) étudiés, les quatorze contributions regroupées dans le présent ouvrage relèvent d'une même problématique : le processus de laïcisation conduit-il nécessairement à un progrès de l'égalité entre les sexes ?
- 2 La première partie s'attache aux « années fondatrices » : 1860-1914. L'école y tient logiquement une place prépondérante. À travers l'étude des politiques publiques à l'échelle des départements de la Loire et du Rhône, Michelle Zancarini-Fournel montre que le processus de laïcisation scolaire relève de la moyenne durée (quatre décennies), qu'il n'est ni linéaire ni exclusivement dicté d'« en haut », et surtout que ses effets ne sont pas strictement identiques pour les filles et pour les garçons. Comment l'école peut-elle favoriser l'égalité entre les sexes ? Frédéric Mole met en évidence deux positions antagonistes : la défense de l'indifférenciation des programmes scolaires d'une part, celle de la prise en compte du genre d'autre part. La place à attribuer à l'« enseignement ménager » et plus globalement à l'enseignement professionnel se trouve au cœur de ces polémiques. Une culture abstraite et universelle est-elle le gage de l'émancipation des filles ou peut-on s'appuyer sur les rôles sociaux

traditionnellement dévolus aux femmes pour contrer la domination masculine ? Jean Elisabeth Pedersen s'intéresse aux débats relatifs à l'éducation sexuelle et morale laïque, débats auxquels Émile Durkheim prend part. Relève-t-elle de l'école ou de la famille et de l'Église ? Peut-elle être prodiguée de la même façon aux filles et aux garçons ? La coéducation, on le voit, fait partie des thématiques alors discutées. La Ligue de l'enseignement, à travers le Comité des Dames, offre un espace de mobilisation féminine : « formule intermédiaire entre séparation des sexes et mixité, transitoirement nécessaire pour faire vivre la rencontre des sexes dans un contexte où le modèle dominant reste la non-mixité ? » (p. 49), s'interroge Jean-Paul Martin.

- 3 Les contributions consacrées à l'école évoquent également souvent le travail des femmes : celui des institutrices (formation, inégalité de salaire avec leurs collègues hommes), mais aussi en lien avec la finalité de l'enseignement des filles (s'agit-il seulement de former de futures ménagères ou de les conduire à l'exercice des nouvelles professions qui s'ouvrent alors à elles, pas seulement dans l'éducation mais également comme infirmières ou assistantes sociales ?)
- 4 Les deux chapitres relatifs à l'espace colonial font également la part belle à l'école. Joëlle Allouche-Benayoun montre comment le passage par l'enseignement public des filles comme des garçons a transformé en profondeur les mentalités des juifs d'Algérie en les sécularisant et a eu, de fait, un impact indéniable sur l'émancipation des femmes juives. En Tunisie, les autorités locales ont laissé une place importante à la religion dans l'enseignement délivré aux filles, explique Julia Clancy-Smith. Les congrégations sont perçues comme un gage de la « moralisation » des jeunes européennes de condition modeste considérées comme « des sources potentiels de désordre sexuel » (pp. 150-151), et de leur assimilation pour celles originaires d'Italie. Après la Première Guerre mondiale, des musulmanes commencent à fréquenter ces institutions, leurs parents étant convaincus de leur « bonne moralité ». En 1900, l'école de la rue Pacha, premier établissement non missionnaire, offre à ses élèves musulmanes la possibilité de suivre un enseignement coranique, ce qui donne satisfaction aux parents.
- 5 Dans cette première partie, le catholicisme est incontournable. Il est l'un des acteurs de « la guerre des deux France ». En analysant leur mobilisation dans des ligues qui ont pour objet la défense des congrégations religieuses, Bruno Dumons décrit une forme d'émancipation paradoxale de femmes catholiques. Les ligueuses (châtelaines, bourgeoises et religieuses) connaissent une acculturation démocratique en ayant recours à l'association, la pétition et la manifestation, au nom même d'un catholicisme intransigeant. Elles font ainsi leur entrée en politique. Le catholicisme fournit en outre des modèles (dont des modèles de genres) à la République. Michelle Zancarini-Fournel prend l'exemple de l'école normale d'institutrices qui peut être décrite, davantage encore que celle des instituteurs, comme un « couvent laïque ». L'importance de la matrice catholique se trouve cependant plusieurs fois relativisée. Ainsi, selon Jean-Paul Martin, l'invention du travail social au féminin relève également de modèles d'action sociale protestants et laïques, notamment du point de vue de sa professionnalisation. Ces derniers sont, en effet, moins embarrassés que les catholiques par les questions matérielles relatives à la rémunération, la carrière et la protection sociale. L'idéal républicain « de la femme sérieuse et sobre, modeste et dévouée à la Cité comme à sa famille » (p. 73) doit beaucoup au protestantisme, comme le souligne Florence Rochefort. Plus globalement, l'historienne analyse les configurations de genre promues par la République, qui ne peuvent pas être considérées comme relevant « d'un simple

transfert d'habitudes et de valeurs forgées par un républicanisme empreint de moralisme chrétien » (p. 66), malgré toutes les limites qu'elles présentent du point de vue de l'égalité des sexes. S'inscrivant dans la perspective des travaux de Jean Baubérot, l'historienne développe l'idée d'un « pacte de genre », calqué sur le « pacte laïque » qu'il contribue d'ailleurs à renforcer. Afin de ménager les mentalités conservatrices que l'on trouve non seulement chez les catholiques mais chez certains républicains, le *statu quo* est maintenu quant à l'exclusion civile et politique des femmes, « pour mieux faire accepter une certaine forme d'inclusion républicaine par l'éducation » (p. 72).

- 6 La seconde moitié de l'ouvrage présente des débats très contemporains. La perspective s'ouvre alors à l'international, même si le terme « laïcité » est lui-même fort difficile à traduire en langues étrangères. Françoise Gaspard s'intéresse aux droits des femmes à l'ONU et montre les limites de la sécularisation des systèmes juridiques nationaux. Des mouvements de femmes obtiennent que, dans la Charte des Nations Unies (1945), le sexe soit mentionné parmi les « catégories » ne devant pas faire l'objet de distinction. Très vite est créée la Commission de la condition de la femme, organe chargé de veiller au respect du principe d'égalité des sexes. La CCF se trouve à l'origine de trois conventions sur les droits politiques des femmes, en 1952, la nationalité des femmes mariées, en 1957 et les droits civils (consentement, âge minimal et enregistrement des mariages), en 1962. Elle a également impulsé les conférences mondiales sur les femmes qui se sont tenues à Mexico, en 1975, Copenhague, en 1980, Nairobi, en 1985 et Pékin, en 1995. En 1979, dans la foulée de la rencontre de Mexico, est adoptée une Convention sur l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes. Lors de ces conférences, les groupes religieux font entendre leur voix pour défendre une position différentialiste (autorités catholiques) et pour justifier des inégalités en matière d'héritage (autorités musulmanes).
- 7 Malgré d'indéniables avancées, l'évolution des droits internes est, dans de nombreux pays, lente, partielle et réversible. Stéphanie Tawa Lama-Rewal montre comment les femmes sont « otages de la laïcité à l'indienne », du fait de l'existence d'un statut personnel. Alors que l'Inde est un pays laïque du point de vue constitutionnel, le droit de la famille demeure confessionnel. Autre cas étudié par Azadeh Kian-Thiébaud, la révolution iranienne a contribué à un retour en arrière concernant les droits acquis par les femmes dans la période antérieure (mais qui, dans les faits, ne profitaient qu'à une élite). La mobilisation des femmes contribue aujourd'hui à fragiliser le régime, même si certaines se trouvent également dans le camp des conservateurs.
- 8 La chute du mur a eu pour effet que soit reposée la question du statut légal de l'IVG dans certains ex-pays de l'Est. En 1993, une loi « anti-avortement » est adoptée en Pologne. Celle-ci donne satisfaction à la hiérarchie catholique, mais ne fait pas l'unanimité dans l'opinion. L'absence de mobilisation des partis de gauche et des corporations de médecins sur la question s'explique, selon Jacqueline Heinen, par différentes raisons : prégnance du catholicisme dans la construction historique et la défense de l'identité nationale polonaise ; importance du culte marial, qui se confond avec celui de la *Malta-Polska* (Mère-Polonaise) et contribue à définir « la » femme polonaise comme mère avant tout. En Allemagne, le retrait de l'Église catholique, voulu par Jean-Paul II en 1978, du dispositif de compromis mis en place trois ans plus tôt pour dépénaliser sous conditions l'IVG (incluant la consultation de centres de conseil dont certains catholiques) entraîne une prise de position de certains fidèles. Jean-Paul

Willaime souligne le paradoxe suivant : « ce sont les laïcs qui sont venus au secours du partenariat Églises-État et les autorités ecclésiastiques romaines qui par leur intransigeance ont poussé vers une séparation plus radicale des Églises et de l'État » (p. 263).

- 9 La « question gay », plus précisément celle du mariage des personnes de même sexe, constitue un autre sujet de polémique et de mobilisation en Occident, comme le met en évidence Baptiste Coulmont à partir du cas des États-Unis. De telles unions sont célébrées dès le milieu des années soixante par certains pasteurs, mais domine alors l'idée qu'elles n'ont pas de valeur civile. À partir des années quatre-vingt-dix, le mariage gay devient une question non seulement pour les juridictions civiles, mais également pour les juridictions ecclésiastiques.
- 10 Deux hypothèses sont formulées par Florence Rochefort pour tenter d'expliquer la centralité des problématiques relevant du genre dans les rapports entre politique et religions au cours des dernières décennies. La première est interne aux institutions religieuses qui y trouvent une façon de réaffirmer leur autorité. La seconde est externe : le réinvestissement des catégories du masculin et du féminin par les religions constitue une réponse possible aux demandes sociales « de normativité, de réassurance identitaire et de certitude d'altérité » (p. 29).
- 11 L'ensemble de ce volume est, on l'a compris, novateur et très riche. Il est parfaitement introduit par la stimulante introduction de Florence Rochefort et suivi d'une utile bibliographie. Cependant, la première partie présente davantage de cohérence interne que la seconde, plus impressionniste. On peut également regretter que rien ne soit dit sur la France d'après 1914. Si la volonté d'échapper à l'actualité la plus immédiate des affaires du voile est compréhensible, d'autres questions auraient eu leur place dans cet ouvrage, qui ouvre ainsi la voie à de nouvelles recherches.